

*Intervention on **Navalny** – Sub-item 9(d): Addressing the threat from chemical weapons use*

**INTERVENTION UNDER AGENDA ITEM 9(d) BY AMBASSADOR SUSANNAH GORDON,  
PERMANENT REPRESENTATIVE OF NEW ZEALAND TO THE OPCW, ON BEHALF OF THE  
GOVERNMENTS OF AUSTRALIA, CANADA AND NEW ZEALAND AT THE TWENTY-SEVENTH  
CONFERENCE OF THE STATES PARTIES**

Chair, Director General, distinguished colleagues

I have the honour of speaking on behalf of the Governments of Australia, Canada and my own, Aotearoa New Zealand.

Along with other States Parties, we are pleased to join together this week to focus our collective efforts on excluding the possibility of use of chemical weapons, and on promoting compliance with the Chemical Weapons Convention (“the Convention”). The Convention is an essential pillar of the international disarmament architecture and the rules-based international order on which we all rely. Its obligations rest on all States Parties without reservation.

Regretfully, over recent years we have witnessed a series of gross violations of the Convention, additional threats of violation, as well as relentless disinformation campaigns that have sought to undermine both the Convention and the Technical Secretariat of the OPCW. We condemn these developments.

Chair, we must not forget that many outstanding questions remain on the poisoning of Mr Alexei Navalny in 2020 with a nerve agent from the Novichok family. The use of a chemical weapon against Mr Navalny is an affront to the global rules and norms that we have collectively committed to uphold, and must be addressed.

We remain deeply concerned that the Russian Federation has not credibly responded to questions from 45 States Parties under Article 9, paragraph 2 of the Chemical Weapons Convention in October 2021. Despite the opportunity, we consider that the Russian Federation, on whose territory the attack took place, has not yet adequately addressed or investigated the circumstances of the incident. Equally, the Russian Federation has not provided any confidence to States Parties about how it will prevent future uses of chemical weapons on its territory.

The Governments of Australia, Canada and Aotearoa New Zealand therefore continue to reiterate our call on the Russian Federation to cooperate fully with the international community and the OPCW to provide answers and clarify what took place.

We ask that this statement be made an official-series document and published on Catalyst and the public website of the OPCW.

*Intervention concernant **Navalny** – Point 9(d) : Faire face à la menace de l'utilisation d'armes chimiques*

**INTERVENTION AU TITRE DU POINT 9(d) DE L'ORDRE DU JOUR PAR L'AMBASSADRICE  
SUSANNAH GORDON, REPRÉSENTANTE PERMANENTE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AUPRÈS DE  
L'OIAC, AU NOM DES GOUVERNEMENTS DE L'AUSTRALIE, DU CANADA ET DE LA  
NOUVELLE-ZÉLANDE À LA VINGT-SEPTIÈME CONFÉRENCE DES ÉTATS PARTIES**

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur général, distingués collègues,

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des gouvernements de l'Australie, du Canada et du mien, de l'Aotearoa-Nouvelle-Zélande.

Avec d'autres États parties, nous sommes heureux de nous unir cette semaine pour concentrer nos efforts collectifs sur l'exclusion de la possibilité de l'utilisation d'armes chimiques et sur la promotion du respect de la Convention sur les armes chimiques (« la Convention »). La Convention est un pilier essentiel de l'architecture internationale du désarmement et de l'ordre international fondé sur des règles sur lequel nous nous appuyons tous. Il incombe à tous les États parties, sans réserve, de respecter ses obligations.

Malheureusement, au cours des dernières années, nous avons été témoins d'une série de violations flagrantes de la Convention, d'autres menaces de violation, ainsi que de campagnes de désinformation incessantes qui ont tenté à la fois de saper la Convention et de miner les efforts du Secrétariat technique de l'OIAC. Nous condamnons ces développements.

Monsieur le Président, nous ne devons pas oublier qu'il reste de nombreuses questions en suspens en ce qui concerne l'empoisonnement de M. Alexei Navalny en 2020 au moyen d'un agent neurotoxique du type Novichok. L'utilisation d'une arme chimique contre M. Navalny est un affront aux règles et normes mondiales envers lesquelles nous nous sommes engagés collectivement à respecter et nous devons nous pencher sur cette situation.

Nous demeurons profondément préoccupés par le fait que la Fédération de Russie n'a pas répondu de manière crédible aux questions de 45 États parties au titre du paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention sur les armes chimiques en octobre 2021. Nous estimons que, même si elle en a eu l'occasion, la Fédération de Russie, où s'est déroulée l'attaque, n'a pas encore examiné de manière adéquate les circonstances de l'incident ni n'a enquêté sur les circonstances. De même, la Fédération de Russie n'a pas donné confiance aux États parties quant à la façon dont elle empêchera les utilisations futures d'armes chimiques sur son territoire.

Les gouvernements de l'Australie, du Canada et de l'Aotearoa-Nouvelle-Zélande continuent donc de réitérer leur appel à la Fédération de Russie pour qu'elle coopère pleinement avec la communauté internationale et l'OIAC afin de fournir des réponses et de clarifier ce qui s'est passé.

*We ask that this statement be made an official-series document and published on Catalyst and the public website of the OPCW.*